

Sur le plan numérique, le rapport Draghi passe à côté de l'essentiel

di Bengt-Ake Lundvall e Mariana Mazzucato

Les deux économistes regrettent le manque d'inspiration de l'ancien patron de la Banque centrale européenne. Pour inventer un modèle européen durable, les Etats doivent façonner les marchés, estiment-ils

Dans son rapport sur la compétitivité européenne, remis en septembre 2024 à la Commission européenne, Mario Draghi constate que le revenu par habitant a augmenté davantage aux Etats-Unis qu'en Europe depuis la crise financière mondiale de 2008. Le Vieux Continent, selon lui, a pris du retard sur l'Amérique (et sur la Chine) dans le domaine des technologies. Cet écart de productivité résulte d'un sous-investissement chronique : rien qu'en 2021, les entreprises européennes ont dépensé 270 milliards d'euros de moins en recherche et développement que les américaines. Draghi recommande dès lors que l'Europe porte ses investissements à 750 milliards voire 800 milliards d'euros par an (de 4,4 % à 4,7 % du PIB environ).

Seulement voilà : l'Europe n'a pas besoin d'investissements pour le plaisir d'investir, mais dans la perspective de missions économiques. Si l'objectif réside dans une croissance durable, inclusive et axée sur l'innovation, alors le rôle de l'Etat ne doit pas seulement consister à remettre de l'ordre sur les marchés, mais bien à les façonner. Sous la conduite d'un « Etat entrepreneur », le secteur public peut maximiser la création de valeur publique en adoptant une approche axée sur les résultats, qui oriente les investissements vers des objectifs clairement définis. Plutôt que de se contenter du statut de prêteur de dernier recours, il doit devenir un investisseur précoce dans des secteurs stratégiques.

Draghi dénonce par ailleurs l'excès de réglementation en Europe et suggère la création d'un nouveau poste de vice-président de l'Union européenne, chargé de superviser la « *simplification* ». Sans surprise, le monde des affaires a accueilli favorablement cette recommandation. Or, le message de Draghi passe à côté de l'essentiel : intelligemment conçue, une réglementation peut stimuler l'innovation.

Conçus aux Etats-Unis

Dans le même temps, le rapport Draghi ne mentionne guère les capacités du secteur public nécessaires pour mettre en œuvre les changements qu'il recommande. Ces capacités, qui constituent un prérequis indispensable, dépendent des investissements cumulés que l'Etat réalise au fil du temps. Sur ce point, il est nécessaire que les Européens poursuivent l'objectif inverse de celui du département de l'efficacité gouvernementale promu par Elon Musk aux Etats-Unis.

Si la sécurité et la souveraineté de l'Europe dépendent de sa capacité à développer son propre secteur numérique, le rapport Draghi n'est pas assez ambitieux. Bien plus, la stratégie qu'il suggère, fondée sur les seules déréglementation et augmentation des investissements, n'est pas à la hauteur du défi. Principal point faible de l'Europe : le manque de grandes entreprises capables de rivaliser avec des titans comme Alphabet (Google), Amazon ou Microsoft. Les infrastructures et technologies numériques de l'Europe sont importées à plus de 80 %, et environ 70 % des modèles d'intelligence artificielle (IA) fondamentaux sont conçus aux Etats-Unis. Il est fort heureusement possible que des modèles tels que le collectif d'entreprises EuroStack reconfigurent l'écosystème numérique européen.

La Chine est parvenue à égaler les Etats-Unis grâce à des investissements massifs dans les technologies numériques et l'IA, dans l'infrastructure numérique, ainsi que dans des conditions de travail à même d'attirer l'expertise du monde entier. Si l'Europe entend combler le fossé numérique, il va falloir en faire autant.

Profits monopolistiques

L'Europe a également besoin d'un « pare-feu » pour empêcher les géants technologiques étrangers de récolter les fruits de ses investissements accrus. Les mastodontes technologiques américains sont capables de recueillir des données et des profits monopolistiques au sein de quasiment toutes les économies, excepté en Chine,

qui leur bloque l'accès et favorise la croissance de ses propres géants technologiques (Baidu, Alibaba, Tencent, Huawei). De même, l'Union doit créer un pare-feu conférant à ses propres entreprises un accès préférentiel aux données du continent, actuellement stockées sur les serveurs de sociétés américaines.

L'Europe peut se féliciter d'être le berceau de leaders industriels dans les domaines de la lithographie EUV (« extrême ultraviolet »), utilisée pour fabriquer les puces électroniques (ASML), de l'IA (Mistral) ainsi que des services de cloud (SAP). Elle dispose aussi d'une solide base scientifique. Néanmoins, s'il ne souhaite pas reproduire le « féodalisme numérique » américain (tenu par quelques firmes), le modèle européen va devoir renforcer sa législation antitrust, et empêcher le rachat d'entreprises numériques européennes prometteuses par des sociétés étrangères.

Par ailleurs, les Européens doivent exiger des géants technologiques étrangers qu'ils partagent leur technologie s'ils entendent accéder aux marchés de l'Union. A titre d'exemple, des sociétés telles que Google, Meta, OpenAI, Microsoft, Apple et Amazon pourraient se voir imposer un délai (de un à deux ans) pour former une coentreprise avec un partenaire européen, qui prendrait progressivement le contrôle quotidien des services, des données et du stockage. En échange, les entreprises technologiques américaines conserveraient l'accès à ce qui demeure l'un des plus grands marchés au monde.

Mariana Mazzucato est économiste, professeure à University College, à Londres Bengt-Ake Lundvall est économiste, professeur émérite à Aalborg University Business School (Danemark) © Project Syndicate, 2025